

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

47, QUAI DES GRANDS-AUGUSTINS - 75006 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 46.33.42.47

CCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 1366 - 26 janvier 1989 - 4 F

D 1366 ARGENTINE: ÉTAT D'ESPRIT DES MILITAIRES

Pour la troisième fois en dix-huit mois, une mutinerie d'officiers a éclaté: du 2 au 6 décembre 1988 le colonel Seineldín a défié le chef de l'Etat pour obtenir l'arrêt des poursuites judiciaires contre les militaires accusés de violation des droits de l'homme. Du 16 au 19 avril 1987, déjà, le lieutenant-colonel Rico s'était mutiné avec toute la caserne de Campo de Mayo pour les mêmes raisons, sous le nom d'"Opération dignité" (cf. DIAL D 1222 et 1237). Le même officier supérieur allait recommencer les 16 et 17 janvier 1988. Ce malaise profond, né de la "sale guerre" menée contre l'opposition armée et de la défaite des Malouines, n'a pas disparu. Les appels à la désobéissance de l'armée au pouvoir civil sont un fait permanent (cf. DIAL D 1192), alors que, selon les militaires, la "subversion" est toujours là. En témoigne l'analyse que nous publions ci-dessous, extraite d'un document secret de la 17e conférence des armées américaines de novembre 1987 (cf. DIAL D 1338 et 1360).

Note DIAL

SITUATION DE LA SUBVERSION EN ARGENTINE VUE PAR LES MILITAIRES

(Titre et intertitres de DIAL)

L'approche des élections nationales, provinciales et municipales du 6 septembre 1987 a provoqué un redoublement d'activité de la part des organisations de surface des Bandes de délinquants terroristes.

(Les "Bandes de délinquants terroristes")

Les Montoneros - Péronisme révolutionnaire, en dépit de certains succès importants de pénétration dans le Parti justicialiste, semblent avoir atteint le maximum possible dans cette opération. Il en résulte, à l'observation, une insatisfaction notoire parmi leurs dirigeants et militants. Au niveau des militants cela se traduit principalement par une émigration vers les rangs du péronisme dit combatif, lequel est constitué du Parti des *descamisados* pour la victoire et du Mouvement péroniste du 26 juillet. Ces deux courants sont alliés au Parti communiste dans le cadre du Front élargi de libération; leurs revendications, en marge de la propagande électorale, sont de caractère insurrectionnel.

En ce qui concerne les dirigeants des Montoneros-Péronisme révolutionnaire, ils ont eu recours à Cuba ces dernières semaines pour obtenir la libération de fonds que la Bande de délinquants terroristes a en dépôt à La Havane, et la reconnaissance d'une part plus grande d'intervention dans le processus révolutionnaire en Argentine et dans tout le Cône-Sud.

La branche syndicale de ce groupe de Montoneros connaît de sérieuses difficultés pour recruter des adeptes, ce qui lui fait rater un des objectifs qu'il s'était fixé pour 1987. Par contre, sur le front des quartiers, un autre secteur grâce auquel la bande entendait se recréer un espace social conformément aux objectifs fixés, la "combativité" a été plus efficace, surtout dans le Grand Buenos-Aires, dans le cordon industriel de La Plata, à Villa Constitución (Santa Fé) et à Córdoba.

Pour les deux lignes Montoneros l'action contre les forces armées reste l'objectif principal, y compris les campagnes de diffamation sur de prétendues violations des droits de l'homme et les campagnes de confusion sur certains officiers supérieurs (en particulier de l'EA) pour semer la méfiance et le discrédit. Quant à l'action armée, ce sont les "combattifs" qui sont les plus avancés en la matière, en lien avec l'appareil militaire du Parti communiste et avec la dissidence du Parti révolutionnaire des travailleurs-Armée révolutionnaire du peuple (PRT-ERP) qui est en train de réorganiser son front militaire.

Dans le PRT-ERP précisément, la querelle entre les deux lignes internes a pris une dimension particulière pendant la période pré-électorale. Le courant donnant la priorité à l'action politique est sorti formellement renforcé du 7e congrès du PRT et a connu un impressionnant développement de propagande à travers ses organisations de façade: le Mouvement démocratique populaire anti-impérialiste (MODEPA), le Mouvement tous pour la patrie (MTP), la Gauche démocratique populaire (IDEPO) - qui sont actives au plan national - et d'autres qui font de même en province et dans les municipalités sous d'autres dénominations. Cependant l'objectif de cette action s'est clairement limité à la diffusion de mots d'ordre subversifs et à l'enrôlement d'adhérents pour l'appareil armé.

La méthodologie de la ligne MODEPA n'est pas partagée par la ligne Nicaragua. La direction de cette dernière estime que la ligne ascendante de l'insurrection politique est à tendance changeante (1), raison pour laquelle elle accélère la réorganisation de l'ERP et mène une propagande intense en faveur de positions maximalistes et d'objectifs immédiats. Des éléments de cette ligne, pour leur part, conservent leurs positions dans les structures légales de la bande, ce qui rend plus efficace l'interaction entre les deux lignes et favorise l'implication éventuelle de l'une et de l'autre dans la violence, en cas de débordement de la situation.

Le Bureau multisectoriel de mobilisation permanente et les Comités de défense de la démocratie travaillant sur différents plans remplissent la fonction - à l'égal du Front élargi de libération sur le plan politico-électorale - de cadres de référence pour la coordination entre Bandes de délinquants terroristes ainsi qu'entre celles-ci et le reste du spectre subversif, avec, pour le moment, des objectifs politiques, propagandistiques et culturels.

(Les "organisations politico-marxistes")

Un autre des principaux fronts subversifs est constitué des Organisations politico-marxistes correspondant aux trois lignes idéologiques du marxisme-léninisme mondial: la soviétique, la trotskyste et la maoïste. A la première correspond le Parti communiste (PC); à la deuxième correspondent le Mouvement vers le socialisme (MAS), le Parti ouvrier (PO) et le Parti ouvrier révolutionnaire posadiste (PORP); et à la troisième, par contre, le Parti du travail et du peuple (PTP) - organe légal du Parti communiste révolutionnaire -, le Parti communiste révolutionnaire (PCR) et le Parti de la libération (PL).

Par ordre d'importance, le PC, le MAS et le PO concentrent la plus grande part de l'action de l'ensemble, encore qu'il ne faille pas écarter la croissance obtenue par

(1) Jargon quelque peu obscur. S'agit-il d'une "ligne insurrectionnelle à tendance ascendante" ou à "tendance descendante"? (NdT).

le PTP en 1986 et 1987. Ces quatre organisations sont les seules qui ont obtenu le statut de partis politiques à l'échelle nationale. Le PL et le PORP sont des groupes minuscules bien que, dans le cas du premier, il soit potentiellement dangereux car il a adopté la lutte armée comme méthodologie d'accès au pouvoir.

(L'option militaire des partis marxistes-léninistes)

S'il est certain que, suite aux événements militaires de la Semaine Sainte de 1987, un virage a généralement été pris dans les Organisations politico-marxistes vers des positions extrêmes, et dans certains cas comme le PC, le MAS et le PO, vers l'adoption de plans d'opposition à des situations similaires par la lutte armée et l'AIM, il importe sur ce point de tenir compte du fait que le PC travaille à l'organisation et au développement de son appareil militaire depuis 1984, et que le MAS comme le PO s'orientent vers l'AIM en raison de leurs propres convictions idéologiques.

En plus de l'élaboration de plans appropriés, des faits concrets se sont déjà produits dans le sens d'une mise en place de la lutte armée. Il faut mentionner à ce sujet l'entraînement militaire offert au Nicaragua aux membres des différentes "brigades du café" organisées par la Fédération de la jeunesse communiste, brigades dont la dernière intitulée "Malouines argentines" avait une composition multipartite. De même le PC a distribué des armes à ses groupes d'autodéfense, tandis que le MAS est en voie d'équipement en armes fournies par des délinquants de droit commun. Par ailleurs des militants du PC, du MAS et du PO sont passés à la clandestinité en différents endroits du pays.

Parallèlement à ces activités, les Organisations politico-marxistes avec personnalité électorale ont déployé une intense activité politique en vue des élections provinciales, municipales et législatives du 6 septembre 1987. C'est dans ce but que le PC, conjointement avec d'autres partis et formations de gauche, a constitué le Front élargi de libération, tandis que le MAS et le PC ont présenté des listes propres. De son côté le PTP s'est résolu à soutenir les candidats péronistes aux postes de gouverneurs en demandant à ses membres de couper les bulletins de vote.

Les sondages électoraux réalisés jusqu'à maintenant, de même que les résultats de l'élection provinciale anticipée dans la province de San Juan, font ressortir que le Front élargi de libération reste au niveau électoral historique du PC (à peine 1% des voix), tandis que le MAS connaît une augmentation notable dans la province de Buenos Aires (la circonscription électorale la plus importante du pays).

(Les "Organisations de solidarité")

Le troisième front d'importance est constitué par les Organisations de solidarité. Les faits qu'elles ont suscités depuis la mi-mai 1986 jusqu'à maintenant doivent être situés dans le cadre d'une baisse caractérisée de leur influence sur l'Organisation politique. Cette baisse d'influence occasionne - alternativement - le déplacement du centre de gravité de leur action vers une campagne leur permettant de compenser leur perte de prestige et leur faible capacité de mobilisation.

A cet effet la méthodologie choisie a déterminé pour une grande part les types d'actions menées. Sur ce front, par la mise en oeuvre d'attaques contre les forces armées et/ou de sécurité, ont été menées des actions de dénonciation (sur l'existence de délits divers), de contestation (à propos de nominations, discours, pertes, etc.), d'injure (offenses, provocations, etc.), de propagande (mise en accusation de prétendus responsables de violation des droits de l'homme, distribution de tracts, marches, etc.).

Il y a également eu des actions d'hostilité envers le gouvernement national pour sa politique des droits de l'homme (théorie des "deux démons"), pour la prétendue

"répression policière" (actes de délinquance de droit commun) qui sont exploités politiquement) et pour une législation "favorable" aux forces armées (approbation du "point final" et du "devoir d'obéissance").

De son côté le pouvoir judiciaire a été accusé de "manque d'indépendance" par rapport au gouvernement national (accusations lancées contre la Cour suprême de justice, contre des juges à l'échelon inférieur qui prononcent des jugements à l'encontre de leurs positions, etc.).

Le pouvoir législatif, lui aussi, a été critiqué pour sa complicité avec le gouvernement national en adoptant des lois qui disculpent des membres des forces armées; pour son retard à traiter du sujet des "prisonniers dits politiques"; pour son refus de créer des commissions bicamérales d'enquête sur le thème des droits de l'homme; et pour son accord avec les demandes militaires présumément en rapport avec la lutte contre le terrorisme.

L'action psychologique de ces organisations de solidarité, par rapport au domaine extérieur, s'est matérialisée dans l'exaltation des régimes marxistes d'Amérique.

Par ailleurs leur activité politique s'est fixée sur des rapprochements souhaités avec les organisations politico-marxistes grâce à des accords qui sont rarement rendus publics mais qui se constatent dans la participation des organisations politico-marxistes aux actions des organisations de solidarité ou à travers des affrontements internes - comme celui qui est apparu dans l'Assemblée permanente pour les droits de l'homme - dus au caractère public d'actions de soutien politique, en l'occurrence au Front élargi de libération.

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)